

ROYAUME DE BELGIQUEKONINKRIJK BELGIË

Avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Bruxelles le 29 mars 2023

Voorontwerp van wet houdende instemming met het Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Groothertogdom Luxemburg inzake de uitwisseling van informatie in geval van een incident of een ongeval dat stralingsgevolgen zou kunnen hebben, gedaan te Brussel op 29 maart 2023

**PHILIPPE,**

**FILIP,**

**ROI DES BELGES,**

**KONING DER BELGEN,**

**A tous, présents et à venir,  
Salut.**

**Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,  
Onze Groet.**

Sur la proposition de la Ministre des Affaires étrangères et de la Ministre de l'Intérieur,

Op voordracht van de Minister van Buitenlandse Zaken en van de Minister van Binnenlandse Zaken,

**NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :**

**HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:**

La Ministre des Affaires étrangères et la Ministre de l'Intérieur sont chargées de présenter en Notre nom à la Chambre des représentants le projet de loi dont la teneur suit :

De Minister van Buitenlandse Zaken en de Minister van Binnenlandse Zaken zijn ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers in te dienen:

ARTICLE 1<sup>er</sup>

ARTIKEL 1

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

ART. 2

L'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Bruxelles le 29 mars 2023, sortira son plein et entier effet.

Donné à

ART. 2

Het Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Groothertogdom Luxemburg inzake de uitwisseling van informatie in geval van een incident of een ongeval dat stralingsgevolgen zou kunnen hebben, gedaan te Brussel op 29 maart 2023, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

PAR LE ROI :

La Ministre des Affaires étrangères,

VAN KONINGSWEGE:

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Hadja LAHBIB

La Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Annelies VERLINDEN

**ACCORD**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**RELATIF AUX ÉCHANGES D'INFORMATIONS EN CAS D'INCIDENT  
OU D'ACCIDENT POUVANT AVOIR DES CONSÉQUENCES RADIOLOGIQUES**

**ACCORD  
ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE  
ET  
LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
RELATIF AUX ÉCHANGES D'INFORMATIONS EN CAS D'INCIDENT  
OU D'ACCIDENT POUVANT AVOIR DES CONSÉQUENCES RADIOLOGIQUES**

**LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BELGIQUE**

**ET**

**LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**ci-après dénommés « les Parties contractantes »,**

**TENANT** compte de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif à l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile, fait à Bruxelles le 5 février 2015,

**CONSIDÉRANT** les dispositions prévues par la Convention internationale sur la notification rapide d'un accident nucléaire, adoptée à Vienne, le 26 septembre 1986,

**CONSIDÉRANT** la Directive 2013/59/Euratom du Conseil du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants et abrogeant les directives 89/618/Euratom, 90/641/Euratom, 96/29/Euratom, 97/43/Euratom et 2003/122/Euratom, notamment son article 99 sur la coopération internationale en cas de situation d'urgence nucléaire,

**CONSIDÉRANT** la Directive 2014/87/Euratom du Conseil du 8 juillet 2014 modifiant la directive 2009/71/Euratom établissant un cadre communautaire pour la sûreté nucléaire des installations nucléaires,

**CONSIDÉRANT** la décision du Conseil des Communautés européennes du 14 décembre 1987 concernant les modalités communautaires en vue de l'échange rapide d'informations dans le cas d'une situation d'urgence radiologique,

**CONSIDÉRANT** que la nécessité d'assurer l'efficacité de ces dispositifs est d'autant plus importante qu'en raison de la proximité géographique des Parties contractantes, le risque de conséquences radiologiques transfrontalières résultant d'une situation d'urgence est davantage présent,

**SONT CONVENUS DES DISPOSITIONS SUIVANTES :**

## ARTICLE 1

1. Le présent Accord a pour but d'assurer un échange d'informations mutuel :
  - en cas d'incident ou d'accident survenu sur le territoire de l'une des Parties contractantes qui entraîne ou est susceptible d'entraîner le rejet de matières radioactives, ayant pour conséquence la mise en œuvre des plans d'urgence nucléaire et radiologique respectifset
  - qui a eu ou peut avoir pour conséquence un rejet susceptible d'avoir de l'importance du point de vue de la sûreté radiologique pour l'autre Partie contractante.
2. Les événements visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, ainsi que les modalités d'application de l'Accord seront précisés dans les conventions de coopération visées à l'article 3, paragraphe 3.
3. Le système d'échange d'informations, mis en place par le présent Accord et les conventions précitées, a pour objectif de compléter les dispositifs internationaux et européens existants, en assurant une transmission plus directe et appropriée entre les parties contractantes. Le système d'échange d'informations précité ne peut, en aucun cas, avoir pour effet de mettre en péril la bonne exécution desdits dispositifs.
4. Aucune des dispositions prévues dans cet Accord ne doit être interprétée comme limitant les droits des parties contractantes à décider souverainement des actions de prévention et de protection des populations à proposer et à prendre sur leurs territoires nationaux respectifs.

## ARTICLE 2

Les autorités désignées pour la mise en application des dispositions du présent Accord dans le cadre de leurs compétences respectives conformément au droit national sont :

- Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
  1. le Corps grand-ducal d'incendie et de secours ;
  2. le Haut-Commissariat à la protection nationale ;
  3. la Direction de la Santé du ministère de la Santé.
- Pour la Belgique, le Centre de crise National.

### ARTICLE 3

1. Les Parties contractantes mettent en place et maintiennent en service un système approprié d'information mutuelle moyennant un réseau de transmission s'appuyant essentiellement sur les centres d'alerte nationaux et permettant de transmettre vingt-quatre heures sur vingt-quatre les informations relatives aux événements visés à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>.
2. Les modalités de mise en place de ce système et les procédures et mesures qui s'y attachent sont précisées dans les conventions de coopération visées au paragraphe 3.
3. Les autorités compétentes désignées à l'article 2 sont habilitées à conclure des conventions de coopération dans le cadre de leurs compétences respectives pour l'exécution des dispositions du présent Accord.

### ARTICLE 4

Les Parties contractantes veillent à maintenir la liaison entre les centres d'alerte. Les modifications intéressant la communication entre les centres d'alerte des Parties contractantes qui pourraient influencer l'information directe et appropriée du pays voisin devront être signalées dans les meilleurs délais par les autorités désignées à l'article 2 à l'autre Partie contractante, ainsi que directement aux centres d'alerte de cette dernière. Les autorités destinataires accusent réception de ces modifications par retour.

### ARTICLE 5

Le système d'information mutuelle, établi en application de l'article 3, doit être éprouvé périodiquement, mais au moins une fois par an.

### ARTICLE 6

Les informations sur les événements visés à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, doivent comporter les données pertinentes disponibles permettant d'évaluer le risque pour l'autre Partie contractante et d'ainsi limiter le plus possible les conséquences radiologiques transfrontalières. La nature des informations à échanger sera définie dans les conventions de coopération visées à l'article 3, paragraphe 3.

## ARTICLE 7

Les informations sur les événements visés à l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, doivent être complétées par les données disponibles sur les actions prises ou envisagées pour la protection des populations dans le pays concerné et couvriront l'évolution de la situation de part et d'autre, notamment la fin de la situation d'urgence.

## ARTICLE 8

En cas de situation d'urgence, les autorités visées à l'article 2 mettent à disposition leurs informations transmises aux médias et destinées à la population.

## ARTICLE 9

Lorsque se produit un événement au sens de l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 1<sup>er</sup>, chaque Partie contractante peut nommer un correspondant et l'envoyer en mission sur le territoire de l'autre Etat, après accord entre les autorités visées à l'article 2. Les Parties contractantes faciliteront dans toute la mesure du possible l'accomplissement de la mission de ces correspondants, notamment le passage de la frontière et le transport des moyens de transmission nécessaires. Ce correspondant est autorisé à transmettre les informations recueillies aux services concernés de son propre Etat. Le mandat précis du correspondant, ainsi que les modalités pratiques de son envoi en mission, seront définis dans les conventions de coopération visées à l'article 3, paragraphe 3.

## ARTICLE 10

Les informations échangées dans le cadre de cet Accord peuvent être utilisées sans restriction, sauf lorsqu'elles sont fournies confidentiellement par la Partie contractante fournissant l'information.

## **ARTICLE 11**

1. Les Parties contractantes communiquent leur calendrier respectif d'exercices annuels organisés dans le cadre des plans d'urgence nucléaire et radiologique nationaux.
2. Chaque Partie contractante peut solliciter sa participation en tant qu'observateur à l'un des exercices annuels visés au paragraphe 1<sup>er</sup>. Sa participation effective sera déterminée après consultation entre les Parties contractantes.

## **ARTICLE 12**

La compétence des autorités pour l'exécution du présent Accord est régie par le droit interne de chaque Partie contractante.

### ARTICLE 13

1. Le présent Accord entre en vigueur le jour où les Parties contractantes s'informent mutuellement que les conditions internes de sa mise en vigueur sont remplies.
2. Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans et renouvelable pour des périodes de même durée par tacite reconduction.

EN FOI DE QUOI les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 29 mars 2023, en deux exemplaires originaux, en langue française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

**POUR LE GOUVERNEMENT  
DU ROYAUME DE BELGIQUE :**

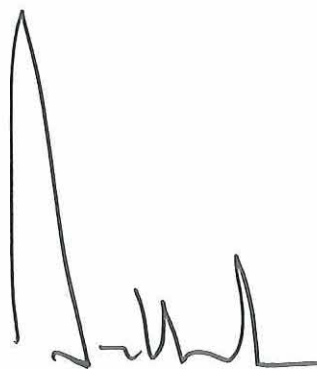
**POUR LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE  
LUXEMBOURG :**

**La Ministre de l'Intérieur,**

**Le Premier Ministre, Ministre d'Etat,**



**Annelies VERLINDEN**



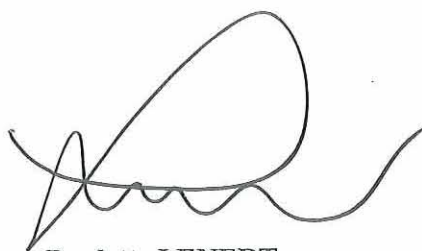
**Xavier BETTEL**

La Ministre de l'Intérieur,

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'B' followed by 'offerding' in a cursive script.

**Taina BOFFERDING**

La Ministre de la Santé,

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'L' followed by 'aulette lenert' in a cursive script.

**Paulette LENERT**

**AKKOORD**  
**TUSSEN**  
**DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIË**  
**EN**  
**DE REGERING VAN HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG**  
**INZAKE DE UITWISSELING VAN INFORMATIE**  
**IN GEVAL VAN EEN INCIDENT OF EEN ONGEVAL**  
**DAT STRALINGSGEVOLGEN ZOU KUNNEN HEBBEN**

**AKKOORD  
TUSSEN  
DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIË  
EN  
DE REGERING VAN HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG  
INZAKE DE UITWISSELING VAN INFORMATIE  
IN GEVAL VAN EEN INCIDENT OF EEN ONGEVAL  
DAT STRALINGSGEVOLGEN ZOU KUNNEN HEBBEN**

**DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIË**

**EN**

**DE REGERING VAN HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG**

**hierna “de Verdragsluitende Partijen” genoemd,**

**REKENING HOUDEND** met het Akkoord tussen de regering van het Groothertogdom Luxemburg en de regering van het Koninkrijk België betreffende de wederzijdse bijstand inzake civiele veiligheid, opgesteld te Brussel op 5 februari 2015,

**OVERWEGENDE** de bepalingen van het Internationaal Verdrag inzake vroegtijdige kennisgeving van een nucleair ongeval, aangenomen te Wenen op 26 september 1986,

**OVERWEGENDE** de Richtlijn 2013/59/Euratom van de Raad van 5 december 2013 tot vaststelling van de basishoudende intrekking van de Richtlijnen 89/618/Euratom, 90/641/Euratom, 96/29/Euratom, 97/43/Euratom en 2003/122/Euratom, met name artikel 99 betreffende de internationale samenwerking in geval van een nucleaire noodsituatie,

**OVERWEGENDE** de Richtlijn 2014/87/Euratom van de Raad van 8 juli 2014 houdende wijziging van Richtlijn 2009/71/Euratom tot vaststelling van een communautair kader voor de nucleaire veiligheid van kerninstallaties,

**OVERWEGENDE** de beschikking van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 14 december 1987 inzake communautaire regelingen voor snelle uitwisseling van informatie in geval van stralingsgevaar,

**OVERWEGENDE** dat de noodzaak om de doeltreffendheid van deze afspraken te waarborgen des te belangrijker is vanwege de geografische nabijheid van de Verdragsluitende Partijen, waardoor het risico op grensoverschrijdende stralingsgevolgen als gevolg van een noodsituatie groter is,

**ZIJN DE VOLGENDE BEPALINGEN OVEREENGEKOMEN:**

## ARTIKEL 1

1. Het doel van dit Akkoord is het waarborgen van een wederzijdse uitwisseling van informatie:
  - in geval zich op het grondgebied van een van de Verdragsluitende Partijen een incident of ongeval voordoet dat leidt of kan leiden tot het vrijkomen van radioactieve stoffen, hetgeen resulteert in de uitvoering van de respectievelijke nucleaire en radiologische noodplannenen
  - dat heeft geleid of kan leiden tot een vrijkomen die uit een oogpunt van stralingsbescherming voor de andere Verdragsluitende Partij significant kan zijn.
2. De gebeurtenissen bedoeld in lid 1, alsook de toepassingsmodaliteiten van het Akkoord, worden gespecificeerd in de samenwerkingsovereenkomsten bedoeld in artikel 3, lid 3.
3. Het bij dit Akkoord ingestelde informatie-uitwisselingssysteem en de bovengenoemde samenwerkingsovereenkomsten hebben tot doel om de bestaande internationale en Europese regelingen aan te vullen door te zorgen voor een meer directe en passendere overdracht tussen de Verdragsluitende Partijen. Het bovengenoemde systeem voor de uitwisseling van informatie mag in geen geval tot gevolg hebben dat de goede uitvoering van de genoemde regelingen in gevaar komt.
4. Geen van de bepalingen in dit Akkoord mag worden geïnterpreteerd als een beperking van het recht van de Verdragsluitende Partijen om zelf te beslissen over de preventiemaatregelen en maatregelen ter bescherming van de bevolking die op hun respectieve nationale grondgebied worden voorgesteld en aangenomen.

## ARTIKEL 2

De autoriteiten aangewezen voor de uitvoering van dit Akkoord in het kader van hun respectievelijke bevoegdheden overeenkomstig het nationaal recht, zijn:

- Voor het Groothertogdom Luxemburg:
  1. Het brand- en hulpverleningskorps van het Groothertogdom;
  2. Het Hoge Commissariaat voor de Nationale Bescherming;
  3. De Directie voor Gezondheid van het Ministerie van Volksgezondheid.
- Voor België, het Nationaal Crisiscentrum.

### ARTIKEL 3

1. De Verdragsluitende Partijen zetten een passend wederzijds informatiesysteem op en houden dit operationeel door middel van een transmissienetwerk dat zich hoofdzakelijk beroept op de nationale alarmcentrales en dat toelaat om de informatie betreffende de gebeurtenissen bedoeld in artikel 1, lid 1, 24 uur per dag door te geven.
2. De modaliteiten voor de invoering van dit systeem en de daarmee verband houdende procedures en maatregelen worden nader omschreven in de samenwerkingsovereenkomsten bedoeld in lid 3.
3. De bevoegde autoriteiten aangewezen in artikel 2, worden gemachtigd om samenwerkingsovereenkomsten te sluiten in het kader van hun respectievelijke bevoegdheden voor de uitvoering van de bepalingen van dit Akkoord.

### ARTIKEL 4

De Verdragsluitende Partijen zien erop toe dat de band tussen de alarmcentrales in stand wordt gehouden. Wijzigingen in verband met de communicatie tussen de alarmcentrales van de Verdragsluitende Partijen die de rechtstreekse en adequate informatie van het buurland zouden kunnen beïnvloeden, dienen zo spoedig mogelijk door de autoriteiten aangewezen in artikel 2, aan de andere Verdragsluitende Partij te worden gemeld, alsook rechtstreeks aan de alarmcentrales van deze laatstgenoemde. De ontvangende autoriteiten bevestigen de ontvangst van deze wijzigingen per kerende.

### ARTIKEL 5

Het wederzijdse informatiesysteem ingesteld overeenkomstig artikel 3, wordt periodiek, maar ten minste eenmaal per jaar, getest.

### ARTIKEL 6

De informatie over de gebeurtenissen bedoeld in artikel 1, lid 1, dient de relevante beschikbare gegevens om het risico voor de andere Verdragsluitende Partij te beoordelen en aldus de grensoverschrijdende stralingsgevolgen tot een minimum te beperken, te bevatten. De precieze aard van de uit te wisselen informatie zal worden omschreven in de samenwerkingsovereenkomsten bedoeld in artikel 3, lid 3.

## **ARTIKEL 7**

De informatie over de gebeurtenissen bedoeld in artikel 1, lid 1, dient te worden aangevuld met de beschikbare gegevens over de ter bescherming van de bevolking genomen of overwogen maatregelen in het betrokken land en heeft betrekking op de ontwikkeling van de situatie aan beide zijden, onder meer het einde van de noodsituatie.

## **ARTIKEL 8**

In geval van een noodsituatie stellen de autoriteiten bedoeld in artikel 2, de informatie die werd overgemaakt aan de media en de bevolking, ter beschikking.

## **ARTIKEL 9**

Wanneer zich een gebeurtenis in de zin van artikel 1, lid 1, voordoet, kan elke Verdragsluitende Partij een correspondent aanwijzen en deze op missie sturen naar het grondgebied van de andere Staat, na akkoord tussen de autoriteiten bedoeld in artikel 2. De Verdragsluitende Partijen vergemakkelijken zoveel mogelijk de uitvoering van de opdracht van deze correspondenten, onder meer het oversteken van de grens en het vervoer van de noodzakelijke communicatiemiddelen. De correspondent is gemachtigd de verzamelde informatie door te geven aan de bevoegde diensten van zijn eigen Staat. Het precieze mandaat van de correspondent, alsook de praktische modaliteiten van zijn opdracht, worden vastgesteld in de samenwerkingsovereenkomsten bedoeld in artikel 3, lid 3.

## **ARTIKEL 10**

De informatie uitgewisseld in het kader van dit Akkoord kan zonder beperking worden gebruikt, behalve wanneer deze informatie door de informatieverstreckende Verdragsluitende Partij vertrouwelijk wordt meegedeeld.

## **ARTIKEL 11**

1. De Verdragsluitende Partijen delen hun respectievelijke planning mee van de jaarlijkse oefeningen die in het kader van de nationale nucleaire en radiologische noodplannen worden georganiseerd.
2. Elke Verdragsluitende Partij kan verzoeken om als waarnemer deel te nemen aan een van de jaarlijkse oefeningen bedoeld in lid 1. Diens effectieve deelname wordt bepaald na overleg tussen de Verdragsluitende Partijen.

## **ARTIKEL 12**

De bevoegdheid van de autoriteiten om dit Akkoord uit te voeren, wordt geregeld door het nationale recht van elke Verdragsluitende Partij.

### ARTIKEL 13

1. Dit Akkoord treedt in werking op de dag waarop de Verdragsluitende Partijen elkaar ervan in kennis stellen dat aan de interne voorwaarden voor de inwerkingtreding is voldaan.
2. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een periode van vijf jaar en kan stilzwijgend worden verlengd voor periodes van dezelfde duur.

**TEN BLIJKE WAARVAN** de vertegenwoordigers van beide regeringen, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Akkoord hebben ondertekend.

**GEDAAN** te Brussel, op 29 maart 2023, in twee originele exemplaren, in de Franse en de Nederlandse taal, zijn de beide teksten gelijkelijk authentiek.

**VOOR DE REGERING  
VAN HET KONINKRIJK BELGIË:**

**De Minister van Binnenlandse Zaken,**



**Annelies VERLINDEN**

**VOOR DE REGERING VAN HET  
GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG:**

**De Eerste Minister, Minister van Staat,**



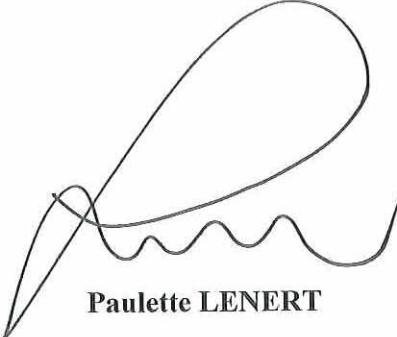
**Xavier BETTEL**

**De Minister van Binnenlandse Zaken,**



**Taina BOFFERDING**

**De Minister van Gezondheid,**



**Paulette LENERT**

**Avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Bruxelles le 29 mars 2023**

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

MESDAMES, MESSIEURS,

### **EXPOSÉ GÉNÉRAL**

#### **Cadre général**

La mondialisation, l'intensité de la circulation transfrontalière et les évolutions technologiques et industrielles ont pour conséquence que de plus en plus de risques (tels que le terrorisme, les épidémies et les épizooties) ne s'arrêtent pas ou plus nécessairement aux frontières. En outre, en raison de la proximité géographique de la Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg, le risque de conséquences transfrontalières résultant d'une situation d'urgence est également d'avantage présent pour les deux pays.

Ce raisonnement est encore plus vrai en ce qui concerne le risque nucléaire et radiologique. Les incidents ou accident radiologiques peuvent en effet entraîner le rejet de matières radioactives dont la propagation ne s'arrête pas aux frontières nationales.

Afin d'assurer la protection optimale de la sécurité de la population, il est nécessaire de développer davantage la coopération transfrontalière dans ce domaine, notamment avec les pays voisins tels que le Grand-Duché de Luxembourg.

Le présent projet de loi vise l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Bruxelles le 29 mars 2023.

Cet accord a été conclu pour mettre en place un système d'alerte et d'échange d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques tant pour l'Etat sur le territoire duquel se produit l'événement que pour le pays voisin.

**Voorontwerp van wet houdende instemming met het Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Groothertogdom Luxemburg inzake de uitwisseling van informatie in geval van een incident of een ongeval dat stralingsgevolgen zou kunnen hebben, gedaan te Brussel op 29 maart 2023**

## **MEMORIE VAN TOELICHTING**

DAMES EN HEREN,

### **ALGEMENE TOELICHTING**

#### **Algemeen kader**

De mondialisering, de intensiteit van het grensoverschrijdend verkeer en de technologische en industriële evoluties hebben tot gevolg dat steeds meer risico's (zoals terrorisme, epidemieën en besmettelijke veeziekten) niet of niet noodzakelijk meer stoppen aan de grenzen. Bovendien is omwille van de geografische nabijheid van België en het Groothertogdom Luxemburg ook het risico van grensoverschrijdende gevolgen die voortvloeien uit een noodsituatie sterker aanwezig voor beide landen.

Deze redenering geldt des te meer wat het nucleaire en radiologische risico betreft. Radiologische incidenten of ongevallen kunnen namelijk leiden tot het vrijkomen van radioactieve stoffen waarbij de verspreiding van deze stoffen niet stopt aan de landsgrenzen.

Met het oog op het optimaal beschermen van de veiligheid van de bevolking, is het noodzakelijk om de grensoverschrijdende samenwerking, onder meer met buurlanden zoals het Groothertogdom Luxemburg, op dit gebied verder te ontwikkelen.

Dit wetsontwerp beoogt de goedkeuring van het Akkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van het Groothertogdom Luxemburg inzake de uitwisseling van informatie in geval van een incident of een ongeval dat stralingsgevolgen zou kunnen hebben, gedaan te Brussel op 29 maart 2023.

Dit Akkoord werd gesloten om een systeem van alarmering en informatie-uitwisseling op te richten in geval van een incident of een ongeval dat radiologische gevolgen zou kunnen hebben, zowel voor de Staat op wiens grondgebied de gebeurtenis zich voordoet als voor het buurland.

L'objectif de l'Accord est de compléter les systèmes existant aux niveaux international et européen en favorisant une transmission d'information plus directe et appropriée entre les Parties Contractantes sans pour autant les surcharger. Il sera fait usage pour ce faire des points de contacts nationaux déjà existant.

## CONTENU DE L'ACCORD

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Premier alinéa*

Cette disposition définit le champ d'application de l'Accord. Ce champ d'application est basé sur l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de l'Agence Internationale d'Energie Atomique (AIEA) du 26 septembre 1986 sur la notification rapide d'un accident nucléaire, qui a été adaptée à la nature du présent Accord.

#### *Deuxième alinéa*

Les événements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> de l'Accord, de même que les modalités pratiques de l'Accord, seront précisés par des accords de coopération qui seront conclus entre les autorités chargées de l'exécution de l'Accord.

Cette méthode de travail basée sur des accords de coopération offre la flexibilité nécessaire et permet de tenir compte des évolutions dans le domaine radiologique.

#### *Troisième alinéa*

La Convention de l'Agence Internationale d'Energie Atomique (AIEA) du 26 septembre 1986 sur la notification rapide d'un accident nucléaire permet aux Etats membres de conclure, s'ils l'estiment utile, des arrangements bilatéraux et multilatéraux en la matière (art. 9). S'est posée, dès lors, la question de l'opportunité de la conclusion de l'Accord susmentionné (point III.), dans la mesure où un système d'alerte et d'échange d'informations existe déjà tant au niveau international (point I.) qu'au niveau européen (point II.). Le système d'échange d'informations mis en place par l'Accord a cependant pour objectif de compléter les dispositifs internationaux et européens existants pour garantir une transmission plus directe et appropriée des informations entre les deux pays frontaliers. Il vise à mettre en réseau 24h/24 les deux centres nationaux d'alerte.

Het doel van het Akkoord is de op Europees en internationaal niveau bestaande systemen te vervolledigen door het verzekeren van een meer directe en aangepaste informatieoverdracht tussen de Verdragsluitende Partijen, zonder deze evenwel te overbelasten. Hierbij wordt gebruik gemaakt van de reeds bestaande nationale contactpunten.

## INHOUD VAN HET AKKOORD

### Artikel 1

#### *Eerste lid*

Deze bepaling bepaalt het toepassingsgebied van het Akkoord. Dit toepassingsgebied is gebaseerd op artikel 1 van het Verdrag van het Internationaal Agentschap voor Atoomenergie (IAEA) van 26 september 1986 inzake vroegtijdige kennisgeving van een nucleair ongeval, dat werd aangepast aan de aard van dit Akkoord.

#### *Tweede lid*

De gebeurtenissen bedoeld in lid 1 van artikel 1 van het Akkoord, evenals de toepassingsmodaliteiten van het Akkoord worden verduidelijkt in samenwerkingsovereenkomsten die gesloten zullen worden tussen de autoriteiten die belast zijn met de uitvoering van het Akkoord.

Deze werkwijze aan de hand van samenwerkingsovereenkomsten zorgt voor de nodige flexibiliteit en laat toe om rekening te houden met evoluties op radiologisch vlak.

#### *Derde lid*

Het Verdrag van het Internationaal Agentschap voor Atoomenergie (IAEA) van 26 september 1986 inzake vroegtijdige kennisgeving van een nucleair ongeval biedt de Lidstaten de mogelijkheid om, indien zij dit nuttig achten, bilaterale en multilaterale overeenkomsten ter zake te sluiten (art. 9). De vraag over de opportuniteit van het sluiten van het voormelde Akkoord (punt III.) deed zich dus voor aangezien reeds een systeem van alarmering en informatie-uitwisseling bestaat op internationaal niveau (punt I.) en op Europees niveau (punt II.). Het door het Akkoord ingestelde systeem van informatie-uitwisseling heeft evenwel tot doel de bestaande internationale en Europese dispositieven te vervolledigen om een meer directe en aangepaste informatieoverdracht tussen beide buurlanden te waarborgen. Het is erop gericht beide nationale alarmcentrales 24u./24u. in een netwerk te integreren.

### I. Le système international (USIE)

Grâce au système d'échange d'informations de l'AIEA, dénommé « USIE » pour « Système unifié d'échange d'informations en cas d'incident ou d'urgence », un pays sur le territoire duquel a lieu un événement répondant aux conditions d'application de la Convention précitée, peut immédiatement en donner l'information et le notifier tant à l'Agence qu'aux Etats membres (directement ou par l'entremise de l'AIEA) susceptibles d'être affectés par l'événement déclencheur.

En exécution de la Convention précitée, la Belgique a désigné comme point d'alerte nationale ("National Warning Point" – NWP) auprès de l'AIEA le Centre de crise National, ci-après dénommé « NCCN ».

### II. Le système européen (ECURIE)

Au niveau européen, l'échange d'informations dans le domaine radiologique a été organisé par une décision du Conseil du 14 décembre 1987 concernant les modalités communautaires en vue de l'échange rapide d'informations dans le cas d'une situation d'urgence radiologique.

Cette décision reprend les grandes lignes du système de l'AIEA (champ d'application, nature des informations à échanger, caractère non confidentiel de celles-ci, ...), en y ajoutant l'organisation d'exercices.

Concrètement, un Etat membre de l'Union européenne doit prévenir les autres Etats des actions de protection prises ou envisagées en cas d'urgence radiologique, via le système ECURIE. Le NCCN est désigné comme le point de contact national. En cette qualité, il enverra et recevra les messages.

### III. Objectifs de l'Accord bilatéral

Comme soulevé plus haut, les Etats membres peuvent conclure des arrangements entre eux en la matière s'ils l'estiment utile. Un accord bilatéral n'est cependant opportun que s'il met en place un système d'alerte et d'échange d'informations plus rapide et efficace que les systèmes ECURIE et USIE. En effet, il ne s'agit pas d'alourdir les systèmes existants mais, au contraire, d'assurer une transmission d'informations plus performante au regard du contexte particulier de la frontière belgo-luxembourgeoise.

### I. Het internationale systeem (USIE)

Via het informatie-uitwisselingssysteem van het IAEA, "*Unified System for Information Exchange in Incidents and Emergencies*" of "USIE" genoemd, kan een land op wiens grondgebied een gebeurtenis plaatsvindt die beantwoordt aan de toepassingsvoorwaarden van het voormelde Verdrag, hiervan onmiddellijk kennisgeven en zowel het Agentschap als de Lidstaten die getroffen kunnen worden door de triggergebeurtenis (rechtstreeks of via de IAEA) snel te verwittigen.

In uitvoering van het voormelde Verdrag heeft België het Nationaal Crisiscentrum, hierna "NCCN" genoemd, aangewezen als nationaal alarmeringspunt ("National Warning Point" – NWP) bij de IAEA.

### II. Het Europese systeem (ECURIE)

Op Europees niveau werd de informatie-uitwisseling op radiologisch vlak georganiseerd door een beschikking van de Raad van 14 december 1987 inzake communautaire regelingen voor snelle uitwisseling van informatie in geval van stralingsgevaar.

In deze beschikking worden de grote lijnen van het IAEA-systeem hernomen (toepassingsgebied, aard van de uit te wisselen informatie, niet-vertrouwelijk karakter van de informatie ...), waaraan de organisatie van oefeningen wordt toegevoegd.

Concreet moet een Lidstaat van de Europese Unie de andere Staten via het ECURIE-systeem verwittigen van de genomen of beoogde beschermingsacties in geval van stralingsgevaar. Het NCCN wordt aangewezen als nationaal contactpunt. In deze hoedanigheid zal het de berichten versturen en ontvangen.

### III. Doelstellingen van het bilateraal Akkoord

Zoals hiervoor reeds aangehaald, kunnen de Lidstaten ter zake overeenkomsten met elkaar sluiten indien zij dit nuttig achten. Een bilateraal verdrag is evenwel slechts opportuun als het voorziet in een sneller en efficiënter systeem van alarmering en informatie-uitwisseling dan de ECURIE- en USIE-systemen. Het is immers niet de bedoeling om de bestaande systemen extra te belasten, maar net om een meer performante informatieoverdracht te waarborgen met betrekking tot de specifieke context van de Belgisch-Luxemburgse grens.

Ces conditions sont déjà rencontrées par le présent Accord, indépendamment des accords de coopération qui suivront. En effet, les avantages suivants ont pu être identifiés :

- Système plus souple car les modalités sont réglées par des accords de coopération ;
- Système plus rapide et/ou aisé : la réalisation de ce critère est garantie puisque l'article premier, troisième alinéa, l'érige comme condition *sine qua non* du choix du système.

#### *Quatrième alinéa*

L'Accord crée des nouvelles obligations dans le chef des Parties Contractantes, mais il ne peut, en aucun cas, conduire à entraver le droit souverain de chaque Etat de décider seul des mesures de prévention et de protection des personnes présentes sur son territoire.

#### **Art. 2**

Les autorités responsables pour l'exécution de l'Accord sont explicitement nommées dans l'article 2. Pour la Belgique, il s'agit du Centre de Crise National. Pour le Luxembourg, il s'agit du Corps grand-ducal d'incendie et de secours, du Haut-Commissariat à la protection nationale et de la Direction de la Santé du ministère de la Santé.

En effet, l'Accord s'inscrit dans le cadre de la planification d'urgence nucléaire dont le NCCN est le pilote depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Le NCCN est également le point de contact belge dans le cadre des accords internationaux précités (AIEA et Union européenne).

#### **Art. 3**

##### *Premier alinéa*

Afin de respecter l'objectif du présent Accord et de ne pas créer une multitude de systèmes parallèles faisant intervenir un nombre élevé d'acteurs, nous avons décidé d'assurer la communication privilégiée avec le Grand-Duché du Luxembourg via un service qui est déjà chargé de l'échange d'informations.

En effet, le NCCN est le service le plus approprié pour assurer cette mission, puisqu'il dispose d'une permanence 24h/24 susceptible de recevoir et de communiquer les informations.

Aan deze voorwaarden is reeds beantwoord door dit Akkoord, los van de samenwerkingsovereenkomsten die zullen volgen. De volgende voordelen konden immers worden geïdentificeerd:

- Flexibeler systeem aangezien de modaliteiten worden geregeld via samenwerkingsovereenkomsten;
- Sneller en/of vlotter systeem: de uitvoering van dit criterium wordt gewaarborgd aangezien artikel 1, derde lid, het oplegt als *conditio sine qua non* van de systeemkeuze.

#### *Vierde lid*

Het Akkoord legt nieuwe verplichtingen op aan de Verdragsluitende Partijen, maar kan er geenszins toe leiden dat het soevereine recht van elke Staat om alleen te beslissen over de maatregelen ter preventie en ter bescherming van de op zijn grondgebied aanwezig personen, wordt belemmerd.

#### **Art. 2**

De autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van het Akkoord, worden uitdrukkelijk vermeld in artikel 2. Voor België is dit het Nationaal Crisiscentrum. Voor Luxemburg is dit het brand- en hulpverleningskorps van het Groothertogdom, het Hoge Commissariaat voor de Nationale Bescherming en de Directie voor Gezondheid van het Ministerie van Volksgezondheid.

Het Akkoord past immers in het kader van de nucleaire noodplanning waarvan het NCCN sinds 1 januari 2003 de piloot is.

Het NCCN is eveneens het Belgische contactpunt in het kader van de voormelde internationale verdragen (IAEA en Europese Unie).

#### **Art. 3**

##### *Eerste lid*

Om het doel van dit Akkoord te respecteren en geen veelheid aan parallelle systemen te creëren waarbij een groot aantal actoren tussenkomt, hebben we besloten om de geprivilegieerde communicatie met het Groothertogdom Luxemburg te verzekeren via een dienst die reeds belast is met de informatie-uitwisseling.

Het NCCN is immers de meest geschikte dienst om in te staan voor deze opdracht, aangezien het 24u./24u. beschikt over een permanentie die de informatie kan ontvangen en meedelen.

#### *Deuxième alinéa*

Les modalités de mise en place du système ainsi que les procédures et mesures sont déterminées dans les accords de coopération précités. Cette méthode permet, comme pour le champ d'application, une adaptation ultérieure plus souple, justifiée par le caractère évolutif de la matière.

#### *Troisième alinéa*

Au vu de leurs compétences respectives, les autorités visées à l'article 2 sont habilitées à conclure les accords de coopération susmentionnés.

#### **Art. 4**

Vu que l'objectif du système mis en place par l'Accord est d'assurer entre les deux pays voisins un échange rapide et direct d'informations, il en découle que toute modification qui influence ou est susceptible d'influencer la communication entre les centres d'alerte doit impérativement et dès sa connaissance être transmise à l'autre Partie Contractante ainsi qu'aux centres d'alerte de cette dernière. L'exemple type est le changement du numéro de téléphone d'un des centres d'alerte.

#### **Art. 5**

Complétant le souci d'opérationnalité permanent fondant l'article 4 de l'Accord, la présente disposition prévoit de tester régulièrement le fonctionnement du système. Les pays sont libres de décider de la fréquence, mais les tests doivent s'effectuer au moins annuellement.

#### **Art. 6**

Lorsqu'un pays est victime d'un accident ou incident radiologique, il doit prioritairement gérer cette crise et prendre les décisions nécessaires. Parallèlement, il est également indispensable d'en informer l'autre Partie Contractante afin qu'elle puisse être en mesure de prendre ses propres précautions. Pour garantir un équilibre entre ces deux impératifs, la communication est limitée à un certain nombre d'informations nécessaires pour l'autre pays : les données pertinentes disponibles lui permettant d'évaluer le risque pour son propre territoire.

#### *Tweede lid*

De modaliteiten voor de oprichting van het systeem, alsook de procedures en maatregelen worden bepaald in de voornoemde samenwerkingsovereenkomsten. Deze methode maakt, net zoals voor het toepassingsgebied, een latere meer flexibele aanpassing mogelijk, gerechtvaardigd door het evolutieve karakter van de materie.

#### *Derde lid*

Gelet op hun respectievelijke bevoegdheden, zijn de autoriteiten bedoeld in artikel 2 gemachtigd om de bovengenoemde samenwerkingsovereenkomsten te sluiten.

#### **Art. 4**

Gezien het door het Akkoord opgerichte systeem tot doel heeft een snelle en directe informatie-uitwisseling tussen beide buurlanden te waarborgen, vloeit hieruit voort dat elke wijziging die de communicatie tussen de alarmcentrales beïnvloedt of kan beïnvloeden, verplicht en zodra bekend, moet worden meegedeeld aan de andere Verdragsluitende Partij, alsook aan de alarmcentrales van deze laatste. Het standaardvoorbeeld is de wijziging van het telefoonnummer van één van de alarmcentrales.

#### **Art. 5**

Als aanvulling op de permanente operationaliteitsbepaaling die aan de basis ligt van artikel 4 van het Akkoord, bepaalt deze bepaling dat de werking van het systeem regelmatig moet worden getest. De landen zijn vrij om te beslissen over de frequentie, maar de testen moeten minstens jaarlijks worden uitgevoerd.

#### **Art. 6**

Wanneer een land het slachtoffer wordt van een radiologisch ongeval of incident, moet het deze crisis prioritair beheren en de noodzakelijke maatregelen nemen. Tegelijkertijd moet ook de andere Verdragsluitende Partij hiervan op de hoogte gebracht worden, opdat die in staat zou zijn om haar eigen voorzorgen te nemen. Om een evenwicht tussen deze beide vereisten te waarborgen, wordt de communicatie beperkt tot een bepaalde hoeveelheid informatie die noodzakelijk is voor het andere land: de beschikbare relevante gegevens bieden dat land immers de mogelijkheid om het risico voor zijn eigen grondgebied in te schatten.

Les accords de coopération précisent la nature de ces informations.

Art. 7

Ces informations sont complétées par celles relatives aux actions de protection de la population prises ou envisagées ainsi que sur l'évolution de la situation d'urgence.

Les informations sur les actions prises ou envisagées doivent être communiquées à l'autre Partie Contractante, afin qu'elle puisse en tenir compte dans son propre processus de décision.

Chaque Etat dispose de son propre système de planification d'urgence et de gestion de crise et, sur cette base, prend les décisions en toute souveraineté, sans qu'un autre pays puisse s'immiscer.

En cas de frontières communes, cependant, il est important d'éviter que les actions de protection de la population prises ne soient substantiellement différentes, voire incompatibles. De même, certaines décisions prises par un pays peuvent avoir un impact sur le territoire de l'autre, comme par exemple une évacuation.

L'objectif est donc de tendre vers la prise concertée d'actions harmonisées et/ou coordonnées. Si des décisions différentes peuvent se justifier dans certaines circonstances, il est important d'en expliquer les motifs aux populations respectives.

Les informations sur l'évolution de la situation d'urgence doivent permettre à l'autre Partie Contractante d'en tenir compte dans son analyse du risque pour son propre territoire et dans sa prise de décisions, afin que ces dernières puissent, le cas échéant, y être adaptées.

Art. 8

Les autorités respectives échangent également les informations qu'elles transmettent aux médias et à leur population respective.

Il est en effet important que cette information soit la plus coordonnée possible, notamment en vue d'éviter des mouvements de panique, en raison d'un traitement jugé différent de part et d'autre de la frontière.

De samenwerkingsakkoorden verduidelijken de aard van deze informatie.

Art. 7

Deze informatie wordt aangevuld met informatie over de genomen of beoogde acties ter bescherming van de bevolking en over de evolutie van de noodsituatie.

De informatie over de genomen of beoogde acties moet worden meegedeeld aan de andere Verdragsluitende Partij, opdat die er rekening mee kan houden in haar eigen besluitvormingsproces.

Elke Staat beschikt over zijn eigen systeem inzake noodplanning en crisisbeheer en neemt, op basis hiervan, de beslissingen in alle soevereiniteit, zonder dat een ander land zich hierin kan mengen.

In geval van gemeenschappelijke grenzen is het evenwel belangrijk om te vermijden dat de genomen acties ter bescherming van de bevolking substantieel verschillend of zelfs onverenigbaar zijn. Ook kunnen bepaalde beslissingen die door een land worden genomen, een impact hebben op het grondgebied van het andere land, zoals bijvoorbeeld een evacuatie.

Het doel is dus te streven naar het in overleg nemen van op elkaar afgestemde en/of gecoördineerde acties. Hoewel verschillende beslissingen gerechtvaardigd kunnen zijn in bepaalde omstandigheden, is het belangrijk om de redenen ervan uit te leggen aan de respectieve bevolkingen.

De informatie over de evolutie van de noodsituatie moet de andere Verdragsluitende Partij toelaten om ermee rekening te houden in haar analyse van het risico voor haar eigen grondgebied en in haar besluitvorming, opdat haar beslissingen hieraan desgevallend zouden kunnen worden aangepast.

Art. 8

De respectieve autoriteiten wisselen eveneens de informatie uit die ze meedelen aan de media en aan hun respectieve bevolking.

Het is immers belangrijk dat deze informatie zo gecoördineerd mogelijk is, met name om paniekreacties te vermijden, omwille van een verschillend geachte behandeling aan beide kanten van de grens.

L'échange d'information concernant l'information de la population fait partie des particularités de l'Accord et de sa plus-value par rapport aux dispositifs international et européen.

#### Art. 9

L'autre particularité consiste en la possibilité pour l'une des Parties Contractantes d'envoyer un correspondant sur le territoire de l'autre Partie Contractante, à l'instar de la convention existant entre le Luxembourg et la France.

L'envoi d'un correspondant poursuit un double objectif: d'une part, décharger le pays sur le territoire duquel l'incident ou l'accident se produit d'une partie de ses obligations d'information vis-à-vis de ses pays voisins, de manière à ce qu'il puisse se concentrer sur la gestion de crise et, d'autre part, faciliter la compréhension de la situation par l'autre pays.

Cette possibilité est subordonnée à l'accord des deux Parties Contractantes. Ainsi, l'Etat hôte peut juger de l'opportunité et de la faisabilité de l'envoi d'un correspondant au regard des circonstances particulières, notamment afin de ne pas entraver la bonne gestion de la crise. Si l'Etat hôte accepte de recevoir un correspondant, les Parties Contractantes coopèrent afin de faciliter l'exécution de la mission de ce correspondant.

De plus, chaque pays ne peut envoyer qu'un seul correspondant, pour éviter un nombre de correspondants non gérable.

#### Art. 10

En principe, les informations échangées dans le cadre de cet accord seront publiques et pourront par conséquent être utilisées sans restriction par la Partie Contractante qui les reçoit. Les informations échangées ne seront confidentielles que si la Partie Contractante qui les communique le détermine. Ceci est conforme à l'article 32 de la Constitution prévoyant le droit des citoyens à consulter chaque document administratif, et pour lequel n'existent des exceptions à ce principe de publicité que concernant certains cas déterminés, sous réserve de certaines conditions déterminées, par exemple pour des raisons de sécurité. Ceci signifie concrètement que ce n'est que lorsque le Grand-Duché de Luxembourg précisera que l'information qu'il fournit est confidentielle que celle-ci ne tombera pas dans le

De l'information-uitwisseling betreffende de informatie aan de bevolking maakt deel uit van de bijzonderheden van het Akkoord en van de meerwaarde ervan ten opzichte van de Europese en internationale dispositieven.

#### Art. 9

De andere bijzonderheid bestaat in de mogelijkheid voor één van de Verdragsluitende Partijen om een correspondent naar het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partij te sturen, naar het voorbeeld van het bestaande verdrag tussen Luxemburg en Frankrijk.

Het sturen van een correspondent heeft een dubbele doelstelling: enerzijds, het land op wiens grondgebied het incident of het ongeval zich voordoet, gedeeltelijk ontlasten van zijn informatieverplichtingen ten aanzien van zijn buurlanden zodat het zich kan concentreren op het crisisbeheer en, anderzijds, ervoor zorgen dat het andere land de situatie gemakkelijker begrijpt.

Deze mogelijkheid bestaat enkel indien beide Verdragsluitende Partijen akkoord zijn. Zo kan het gastland oordelen over de opportuniteit en de haalbaarheid van het sturen van een correspondent in het licht van de specifieke omstandigheden, met name om het goede crisisbeheer niet te belemmeren. Indien het gastland instemt om een correspondent te ontvangen, werken de Verdragsluitende Partijen samen om de uitvoering van de opdracht van de correspondent te vergemakkelijken.

Bovendien kan elk land slechts één correspondent sturen om een niet-beheersbaar aantal correspondenten te vermijden.

#### Art. 10

In beginsel zal de informatie die wordt uitgewisseld in het kader van dit akkoord openbaar zijn en derhalve door de Verdragsluitende Partij die de informatie ontvangt, gebruikt kunnen worden zonder beperking. De uitgewisselde informatie zal slechts vertrouwelijk zijn indien de informatieverstrekken de Verdragsluitende Partij dit bepaalt. Dit stemt overeen met artikel 32 van de Grondwet dat het recht van de burger om elk bestuursdocument te raadplegen, bevat waarbij slechts in bepaalde gevallen en onder bepaalde voorwaarden afwijkingen worden toegelaten op deze principiële openbaarheid, bijvoorbeeld om veiligheidsredenen. Concreet betekent dit dat enkel wanneer het Groothertogdom Luxemburg preciseert dat de informatie die het verstrekt vertrouwelijk is, deze informatie niet zal

champ d'application de la publicité des documents administratifs en Belgique. Inversement, les informations que notre pays fournira aux autorités luxembourgeoises ne seront confidentielles que lorsqu'il l'aura précisé également.

Le principe selon lequel les informations échangées entre les Parties Contractantes dans le cadre du présent accord sont publiques est également conforme aux réglementations européennes et internationales, telles que la Décision 87/600/Euratom du Conseil du 14 décembre 1987 concernant des modalités communautaires en vue de l'échange rapide d'informations dans le cas d'une situation d'urgence radiologique, ou que la Convention du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (également appelée « Convention d'Aarhus »). Ces deux instruments partent du principe que la publicité de l'information doit être la règle de base et la confidentialité l'exception.

#### Art. 11

En plus des tests techniques prévus par l'article 5, la mise en œuvre de l'Accord peut être testée lors d'exercices annuels organisés dans le cadre des plans d'urgence nucléaires et radiologiques nationaux. Dans ce cadre, les Parties Contractantes partagent leur calendrier d'exercices annuels. Chaque Partie Contractante peut participer en tant qu'observateur aux exercices annuels de l'autre Partie Contractante, moyennant accord de cette dernière.

#### Art. 12

Cet article de l'Accord n'appelle aucun commentaire supplémentaire.

vallen onder de toepassing van het principe van de openbaarheid van bestuursdocumenten in België. Omgekeerd zal de informatie die ons land verstrekt aan de bevoegde Luxemburgse autoriteiten slechts vertrouwelijk zijn indien het dit eveneens bepaalt.

Het principe dat de informatie die in het kader van dit akkoord wordt uitgewisseld tussen de Verdragsluitende Partijen openbaar is, sluit eveneens aan bij Europese en internationale regelgeving zoals de Beschikking 87/600/Euratom van de Raad van 14 december 1987 inzake communautaire regelingen voor snelle uitwisseling van informatie in geval van stralingsgevaar, alsook het Verdrag van 25 juni 1998 betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden (ook "Verdrag van Aarhus" genaamd). Beide instrumenten hanteren het uitgangspunt dat openbaarheid van informatie de basisregel zou moeten uitmaken en vertrouwelijkheid slechts de uitzondering.

#### Art. 11

Bovenop de technische testen bedoeld in artikel 5, kan de uitvoering van het Akkoord worden getest tijdens jaarlijkse oefeningen die in het kader van de nucleaire en radiologische noodplannen worden georganiseerd. In dit kader delen de Verdragsluitende Partijen hun planning van de jaarlijkse oefeningen mee. Elke Verdragsluitende Partij kan als waarnemer deelnemen aan de jaarlijkse oefeningen van de andere Verdragsluitende Partij, mits instemming van deze laatste.

#### Art. 12

Dit artikel van het Akkoord behoeft geen verdere toelichting.

Art. 13

Cet article de l'Accord n'appelle aucun commentaire supplémentaire.

Art. 13

Dit artikel van het Akkoord behoeft geen verdere toelichting.

La Ministre des Affaires étrangères,

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Hadja LAHBIB

La Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Annelies VERLINDEN